

Politiques alimentaires urbaines

MARCHÉS

RESTAURATION COLLECTIVE

CONNEXIONS URBAIN/RURAL

16-18 NOVEMBRE 2015 - MONTPELLIER

Une rencontre internationale dédiée au partage de connaissances et de pratiques entre les gouvernements locaux de villes et régions urbaines d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ; la recherche et les acteurs du développement.



Contribuer à une meilleure connaissance et compréhension des politiques alimentaires urbaines dans le monde, leur construction, leurs modes d'action et leurs impacts.



Montrer que les villes disposent de leviers d'action pertinents pour contribuer, en complément des politiques nationales et des accords internationaux, à la sécurité alimentaire et la durabilité des systèmes alimentaires.



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



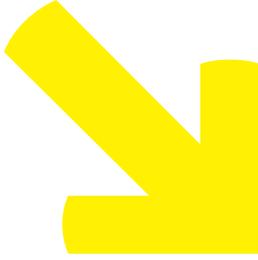
Chaire UNESCO
en alimentations du monde
France



Institut national d'études
supérieures agronomiques



LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
POUR LE DÉVELOPPEMENT



Ces dernières décennies, sous le double effet de la globalisation et de la décentralisation, les gouvernements des villes et régions urbaines sont devenus des acteurs politiques de plus en plus puissants. Ils se sont mobilisés dès les années 1990 dans le domaine de l'environnement pour mettre en œuvre des politiques parfois plus engagées que celles de leurs États nationaux (Déclaration de Rio, Agendas 21, Engagements d'Aalborg, etc.). On a alors vu émerger des alliances leur permettant de se fédérer pour peser ensemble sur les politiques nationales et internationales (Metropolis, CGLU, ICLEI, ORU Fogar, etc.).

Depuis la crise des prix agricoles de 2008, l'alimentation, autrefois principalement portée par les politiques nationales et internationales, a également émergé comme un enjeu de politique locale. En témoignent les récentes déclarations signées par des collectifs de villes prônant la mise en place de politiques locales pour promouvoir un système alimentaire plus durable (Déclaration des maires de Bonn, 2013 ; Déclaration de Séoul de l'ICLEI, 2015 ; Milan Urban Food Policy Pact, 2015). Les gouvernements urbains tentent ainsi de répondre à des problèmes de durabilité posés par le système alimentaire industriel dominant et exacerbés par une urbanisation croissante, amplifiant les phénomènes de distanciation et de concentration. Conscients des ressources dont ils disposent (connaissances, capitaux, pouvoirs, biomasse, force de travail, initiatives citoyennes, infrastructures, services et marchés), ils expérimentent et construisent des politiques alimentaires

visant à la fois à **assurer la sécurité alimentaire des populations** (urbaines mais aussi rurales) et **améliorer la durabilité du système alimentaire** en se préoccupant de ses impacts environnementaux, sociaux et économiques.

Les politiques alimentaires urbaines commencent à être étudiées surtout dans des villes de pays industrialisés ou émergents, où la définition et la formalisation de ces politiques est la plus ancienne et la plus avancée (Toronto, Bristol, Belo Horizonte). Mais ces initiatives se multiplient aussi dans les pays en développement dans des contextes différents. Ainsi, parmi la multitude d'acteurs qui se mobilise pour l'expérimentation de modèles alternatifs, la recherche se saisit de ces nouvelles questions, contribuant à tisser des réseaux d'échanges pour améliorer les connaissances sur ces initiatives et leurs effets sur l'alimentation.

Si de nombreux travaux ont permis de renseigner la question de l'agriculture urbaine et périurbaine, les autres modes d'intervention sont encore peu connus et débattus. **Cette rencontre internationale permettra d'explorer, au travers d'exemples concrets présentés par des responsables politiques et techniques de gouvernements urbains, trois leviers d'action stratégiques** pouvant être mobilisés par les gouvernements des villes et régions urbaines :

1. Les marchés et la logistique

Les marchés, places centrales assurant le point d'ancrage des flux alimentaires arrivant et se dispersant en ville, sont un levier important que peuvent mobiliser les gouvernements urbains. On considère ici une définition large des marchés incluant les marchés de gros, les marchés de plein vent, les magasins ou kiosques de détail, les supermarchés, les foires, la vente de rue, les magasins de stockage et les espaces de transformation agroalimentaire (abattoirs, zones artisanales ou zones industrielles par exemple). Les gouvernements urbains peuvent agir sur le système de distribution alimentaire notamment par la maîtrise des infrastructures (construction, entretien, rénovation), la régulation des activités (autorisations, cahiers des charges, implantations) ou encore l'organisation ou la facilitation de la logistique.

2. La restauration collective et hors foyer

Il s'agit de considérer non seulement la restauration en milieu scolaire mais aussi celle des travailleurs (restaurants d'entreprises, espaces aménagés de restauration privée, food court, etc.). Si les gouvernements urbains ne la gèrent pas directement, ils peuvent participer à leur organisation et leur régulation. Ainsi, ils peuvent intervenir pour assurer un accès à une alimentation de qualité pour tous, orienter les formes de production alimentaire par des commandes publiques, améliorer la qualité des emplois, éduquer les consommateurs ou encore réduire le gaspillage et les pollutions.

3. Les nouvelles formes de connexions entre zones urbaines et rurales

Historiquement, les villes se sont peu occupées des conditions de production de leur alimentation, des conditions de travail et de rémunération des agriculteurs ou encore des effets des modes de production sur l'environnement et la biodiversité. Les villes ont plutôt été considérées comme un débouché, faisant jouer la concurrence, y compris entre leur périphérie agricole et des zones bien plus éloignées. La distanciation géographique, économique et cognitive qui s'est jouée entre citadins et ruraux génère des incompréhensions et des inquiétudes. C'est en réaction à cette distanciation que les villes et les campagnes cherchent aujourd'hui à inventer de nouveaux modes de relation, plus équilibrés et solidaires. Ces relations sont plus évidentes avec les zones rurales proches mais elles doivent aussi être pensées entre zones urbaines et zones rurales plus éloignées. Elles prennent aujourd'hui la forme de relocalisation des approvisionnements alimentaires, d'investissements urbains en zones rurales, de services urbains aux agriculteurs de leur région, de jumelages ou de contractualisations entre zones urbaines et zones rurales, mais aussi de nouvelles formes expérimentales de production alimentaire, de contributions des représentants des villes aux politiques agricoles ou des représentants agricoles aux politiques urbaines.



Programme

Lundi 16 novembre

(13H15-17H30) - MONTPELLIER, MERCADIS,
281 AVENUE DU MARCHÉ GARE, 34000 MONTPELLIER.

Visite du Marché d'intérêt national de Montpellier (Mercadis), en présence de son directeur, **Olivier Lauro**, et de son président, **Christophe Cour**, puis présentation de la restauration collective de la ville de Montpellier et des perspectives à l'échelle de la Métropole par **Luc Lignon**, chef de projet agroalimentaire.

▶ En présence de **Vincent Haluska**, conseiller municipal de Montpellier, délégué aux économies d'énergie, à la formation et à la restauration scolaire ; d'**Isabelle Touzard**, vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole et présidente déléguée de la commission agroécologie et alimentation ; ainsi que de **Michel Escoffier**, ancien secrétaire général de la Fédération française des marchés d'intérêts nationaux.

20h Apéritif offert par Montpellier Méditerranée Métropole
SALLE MARIANNE (6^e ÉTAGE)
50, place Zeus, 34000 Montpellier. Tramway ligne 1, arrêt « Léon Blum ».

Mardi 17 novembre

(8H30-18H) MONTPELLIER, AGROPOLIS INTERNATIONAL,
1000, AVENUE AGROPOLIS, 34000 MONTPELLIER

8h30-9h Accueil des participants. Café.

9h-9h20 **Discours d'ouverture** AMPHITHÉÂTRE LOUIS MALASSIS
Mots d'accueil, par **Julie Debru**, coordinatrice du Comité d'organisation de l'événement, Chaire Unesco Alimentations du monde.

Discours d'ouverture par **un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole**

*Une politique agroécologique et alimentaire
pour la métropole de Montpellier.*

9h20-10h30 **Conférences introductives** AMPHITHÉÂTRE LOUIS MALASSIS
Nicolas Bricas, socio-économiste, Cirad et directeur de la Chaire Unesco Alimentations du monde

Villes et alimentation : quels enjeux ?

Paule Moustier, économiste, Cirad
*Quelles politiques d'aménagement de marchés
pour une alimentation urbaine durable ?*

Isabelle Lacourt, responsable recherche et développement, Risteco
*En quoi la restauration collective est-elle un levier de changement
vers des politiques alimentaires urbaines durables ?*

Cécilia Tacoli, géographe, International Institute for Environment and Development

Que peuvent faire les villes pour rendre leurs relations avec les espaces ruraux plus durables ?

10h30-11h Pause gourmande

11h-12h30 **Sessions parallèles (1^{re} partie)**

1.1 Les marchés et la logistique

SALLE BADIANE (REZ-DE-CHAUSSÉE)

Alfredo Perez, Mercado Modelo, Montevideo, Uruguay

A la recherche d'un changement culturel, analyse de la réalité du Montevideo Mercado Modelo.

Shilla Chabalengula Songolo, conseil municipal de Kitwe, Zambie

Vers des politiques alimentaires urbaines durables par les infrastructures de marché et la logistique: le scénario de Kitwe.

1.2 La restauration collective et hors foyer

SALLE DU CONSEIL (2^e ÉTAGE)

Marcelo Franco Munaretto, secrétariat municipal pour l'approvisionnement de Curitiba, Brésil

Les restaurants populaires et le Programme de nutrition scolaire dans une perspective d'opportunités multisectorielles.

Maria Alejandra Saleme Daza, agence de coopération et d'investissement de Medellín, Colombie

Medellín un foyer pour la vie : engagement pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

1.3 Les nouvelles formes de connexions entre urbain et rural

AMPHITHÉÂTRE LOUIS MALASSIS

Guo Hua, Institute of Agricultural regionalization, Tianjin, Chine

Améliorer l'intégration urbain/rural par le développement de l'agriculture urbaine à Tianjin.

Leandro Costa Cuerbas, mairie de São Paulo, Brésil

Politique nationale et territoire métropolitain : promotion de l'agriculture familiale et intégration des actions locales à São Paulo.

Alexandra Rodriguez, agence métropolitaine de promotion économique CONQUITO, Quito, Équateur

Quito et son agriculture, promotion d'une production saine et solidaire intégrant rural et urbain.

12h30 Repas sur place

Programme

14h-16h Sessions parallèles (2^e partie)

2.1 Les infrastructures de marché et la logistique

SALLE BADIANE (REZ-DE-CHAUSSÉE)

Orlanda Fonseca et **Irene Boane**, ville de Maputo, Mozambique
La stratégie de gestion des infrastructures et de régulation des marchés de la ville de Maputo.

Mangiza Chirwa Chongo, conseil municipal de Lusaka, Zambie
Réduire l'insécurité alimentaire par la mise à disposition d'infrastructures de marché.

2.2 La restauration collective et hors foyer

SALLE DU CONSEIL (2^e ÉTAGE)

Benito Villanueva Haro, mairie de Lima, Pérou
La promotion des restaurants populaires à Lima.

Luiz Henrique Bambini De Assis, mairie de São Paulo, Brésil.
La logistique de l'approvisionnement scolaire dans la ville de São Paulo.

Ruwan Wijayamuni, conseil municipal de Colombo, Sri Lanka
Assurer la sécurité alimentaire pour les plus vulnérables dans la ville de Colombo.

2.3 Les nouvelles formes de connexions entre urbain et rural

AMPHITHÉÂTRE LOUIS MALASSIS

Marcelo Franco Munaretto, secrétariat municipal pour l'approvisionnement de Curitiba, Brésil
Le rôle d'un marché de consommation co-responsable.

Raul Horacio Terrile, mairie de Rosario, Argentine
Programme de promotion des productions alimentaires durables aux niveaux local et régional, en lien avec les marchés de proximité.

Fernando Sudarshana, International Water Management Institute, Colombo, Sri Lanka
Le recyclage des déchets alimentaires urbains pour boucler le cycle des nutriments.

16h-16h45 Pause café et espace de rencontres informelles

16h45-18h Quels partenariats pour des politiques alimentaires urbaines durables ?

AMPHITHÉÂTRE LOUIS MALASSIS

Stefania Amato, ville de Milan
Le Milan Urban Food Policy Pact : construction, enjeux et perspectives.

Présentation des partenaires et leur implication sur le sujet des politiques alimentaires urbaines : AFD, FAO, RUAF Foundation, ORU Fogar, ISU, Cirad, Montpellier SupAgro.

20h Dîner en ville (sur présentation du ticket).

Mercredi 18 novembre

(8H30-16H30) AGROPOLIS INTERNATIONAL, MONTPELLIER

8h30-9h Accueil des participants. Café.

9h-11h **Synthèses des sessions parallèles** - AMPHITHÉÂTRE LOUIS MALASSIS
Présentation des conclusions des sessions parallèles et échanges.

Corinna Hawkes, Centre for Food Policy, City University London
Présentation du projet de rapport de l'IPES Food sur les politiques alimentaires urbaines.

11h-11h30 Pause gourmande

11h30-12h15 **Quelles articulations entre différentes échelles de gouvernance de l'alimentation ?** AMPHITHÉÂTRE LOUIS MALASSIS

Nango Dembélé, Ministre, Commissaire à la sécurité alimentaire du Mali
Les articulations des différents niveaux de politiques publiques en alimentation (local, régional, national et international), le cas du Mali.

12h15-12h30 **Conclusion des organisateurs**

12h30 Repas sur place

14h30-16h30 (optionnel)

Atelier Surfood (Sustainable urban food systems) SALLE DU CONSEIL

📌 Atelier de réflexion sur les cadres conceptuels pour les politiques alimentaires urbaines (outils, cadres d'analyse, gouvernance). Cette session est organisée dans le cadre du projet de recherche Surfood porté par la Chaire Unesco Alimentations du monde et le Cirad. Il s'agira d'échanger autour des résultats des recherches menées depuis 2012 sur la construction de politiques alimentaires urbaines, en particulier de confronter le cadre conceptuel développé par les chercheurs du consortium Surfood à des cas concrets de villes et régions urbaines.

Mardi 17, à 20h. Dîner en ville
Brasserie du Corum

Esplanade Charles-de-Gaulle, Montpellier
Lignes de tramway 1, 2, 4. Arrêt « Corum »

Conférenciers

Nicolas Bricas

SOCIO-ÉCONOMISTE AU CIRAD ET DIRECTEUR DE LA CHAIRE UNESCO ALIMENTATIONS DU MONDE

Villes et alimentation : quels enjeux ?

✎ Nicolas Bricas est ingénieur agronome, spécialisé en économie du développement et en socio-anthropologie de l'alimentation. Après six ans d'engagement dans la recherche action pour la promotion de productions alimentaires locales en Afrique subsaharienne, il a rejoint le Cirad en 1989 où il mène des projets de recherche sur les changements alimentaires dans le monde. Il est membre de la plateforme multiacteurs française sur la sécurité alimentaire (GISA) depuis 2008 et a mené des recherches sur la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire par l'observation participative du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Il est également membre du core group sécurité alimentaire de l'Organisation des régions unies (ORU Fogar). Il a plus récemment rejoint un groupe de réflexions sur la durabilité des systèmes alimentaires urbains et sur les politiques alimentaires urbaines dans le cadre du programme Surfood (Sustainable urban food systems). Il est, depuis octobre 2015, le directeur de la Chaire Unesco Alimentations du monde.



Paule Moustier

ÉCONOMISTE, DIRECTRICE DE L'UNITÉ MIXTE DE RECHERCHE MOISA, CIRAD

Quelles politiques d'aménagement de marchés pour une alimentation urbaine durable ?

✎ Paule Moustier est économiste au Cirad depuis 1990. Ses travaux de recherche portent sur l'organisation et la performance des filières alimentaires approvisionnant les villes d'Afrique et d'Asie. De 1990 à 2000, elle a mené de nombreuses recherches et expertises sur l'approvisionnement des villes d'Afrique en produits vivriers (notamment Congo-Brazzaville, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau, Centrafrique, Cameroun, Sénégal et Madagascar). De 2002 à 2009, elle a été expatriée à Hà Nội au Vietnam, où elle a coordonné le consortium de recherche Malica (Markets and Agriculture Linkages For Cities in Asia), sur les marchés alimentaires en Asie. Elle y a mené des recherches sur le développement de la grande distribution au Vietnam et ses effets sur les pauvres en tant que consommateurs, distributeurs et producteurs agricoles (financement DFID et ADB), ainsi que sur l'intégration des vendeuses de rue dans le développement urbain



au Vietnam (financement DFID et IIED). Elle a aussi supervisé un projet financé par le FIDA sur l'accès des petits producteurs de riz, légumes et viande aux filières modernes de distribution. Elle est actuellement directrice de l'unité mixte de recherche MOISA (Marchés, organisations et stratégies d'acteurs) à Montpellier.

Isabelle Lacourt

RESPONSABLE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, RISTECO

En quoi la restauration collective est-elle un levier de changement vers des politiques alimentaires urbaines durables ?

👉 Isabelle Lacourt est agronome. Elle détient un doctorat en microbiologie du sol et a travaillé en tant que chercheur en France, Ecosse, Etats-Unis, Canada et Italie pendant dix ans. En 2005, elle a obtenu une maîtrise en communication environnementale (IED de Turin) et s'est spécialisée sur les systèmes alimentaires durables et l'utilisation du développement durable comme un levier pour l'action. Elle est responsable des activités de recherche au sein du consortium Risteco, organisation à but non lucratif qui a pour mission la création de nouveaux modèles de restauration durable. Elle a écrit, coordonné et participé à plusieurs projets européens en se concentrant sur la formation professionnelle sur le thème des impacts environnementaux dans la restauration (Softagri, Bio chez Toi, C2C). Elle est maintenant impliquée dans le projet *Eating City* où elle organise des ateliers et rédige des publications et rapports. Elle est l'un des co-auteurs de l'ouvrage *La ville qui mange* (éditions Charles Léopold Mayer).



Conférenciers

Cécilia Tacoli

GÉOGRAPHE, HUMAN SETTLEMENTS GROUP, INTERNATIONAL INSTITUTE FOR ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT

Que peuvent faire les villes pour rendre leurs relations avec les espaces ruraux plus durables ?

✚ Cécilia Tacoli est chercheur principal à l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED). Son travail explore la façon dont l'urbanisation transforme les relations entre régions urbaines et rurales, les individus et les entreprises. Elle a écrit et édité plusieurs publications sur ce sujet, y compris *The Reader Earthscan* dans *Rural-Urban Linkages*, et a étudié les liens entre la migration, les changements environnementaux et l'urbanisation avec des partenaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Elle est particulièrement intéressée par la façon dont ceux-ci transforment les relations de genre, et par leur impact sur la consommation alimentaire (urbaine et rurale) et sur l'insécurité. Elle a contribué au 5^e rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).



Nango Dembélé

MINISTRE, COMMISSAIRE À LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DU MALI

Les articulations des différents niveaux de politiques publiques en alimentation (local, régional, national et international), le cas du Mali.

✚ Nango Dembélé a plus de 30 ans d'expérience sur les questions de politiques agricoles et alimentaires en Afrique de l'Ouest, en particulier sur le Mali. Depuis mai 2014, il est ministre-commissaire à la Sécurité alimentaire du Mali. De septembre 2013 à avril 2014, Dr Dembélé est nommé ministre délégué auprès du ministre du Développement rural du Mali en charge de l'élevage, de la pêche et de la sécurité alimentaire. Comme ministre délégué, il a travaillé intensivement avec les industries locales et internationales pour attirer l'investissement privé dans différentes chaînes de valeur agricoles et promouvoir les exploitations commerciales. Pendant les quinze dernières années avant sa nomination au poste de ministre délégué, il a été membre du corps professoral de l'Université d'Etat du Michigan (MSU) basé au Mali, où il a coordonné la recherche collaborative sur les politiques agricoles et alimentaires de MSU et la diffusion des résultats de recherche auprès des décideurs politiques en Afrique de l'Ouest.



Corinna Hawkes

INTERNATIONAL PANEL OF EXPERTS ON SUSTAINABLE FOOD SYSTEMS

Le projet de rapport de l'IPES Food sur les politiques alimentaires urbaines.

✎ Corinna Hawkes est une experte internationale en nutrition et santé, formée en écologie et géographie. Elle détient un doctorat du Kings College, Université de Londres. Elle participe à la Commission pour la fin de l'obésité infantile au sein de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et a été active dans la recherche, le plaidoyer et le conseil aux gouvernements et agences internationales. Elle a travaillé pour l'OMS, le World Cancer Research Fund International, l'International Food Policy Research Institute et l'École de santé publique de l'Université de São Paulo. Elle est maintenant un chercheur honoraire au Centre for Food Policy, City University de Londres, et joue un rôle de conseillère au Leverhulme Center for Integrative Research into Agriculture and Health. Ses intérêts de recherche portent sur l'impact des systèmes et politiques alimentaires sur l'alimentation, la nutrition et les maladies non transmissibles. Elle a largement publié dans des revues scientifiques, policy briefs et rapports produits par des think tank ou organismes internationaux sur des sujets tels que la globalisation des systèmes alimentaires ; les liens entre politique agricole, commerce et nutrition ; les politiques et des réglementations pour encourager des pratiques alimentaires plus saines et les nouvelles approches des chaînes de valeur alimentaires pour identifier des solutions.





Un événement organisé par :

Chaire Unesco Alimentations du monde

de Montpellier SupAgro

Cirad

Agence Française de Développement (AFD)

Food and Agriculture Organisation (FAO)

RUAF Foundation

Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès

de l'homme (FPH)

International Sustainability Unit, Prince of Wales'

Charitable Foundation (ISU)



Avec le soutien de :

Agropolis Fondation

Fondation Daniel et Nina Carasso

Agence Universitaire de la Francophonie

Organisation de Régions Unies (ORU Fogar), core

group Sécurité alimentaire

Montpellier Méditerranée Métropole

CIHEAM-IAMM

